

Gelet op het advies 34.190/2 van de Raad van State, gegeven op 25 november 2002, met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid het statuut van het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap behoort en van de Minister tot wiens bevoegdheid de psycho-medisch-sociale centra behoren;
Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap op 19 december 2002,

Besluit :

Article 1^{er}. In het geval bedoeld bij artikel 38, lid 1, van het koninklijk besluit van 27 juli 1979 tot vaststelling van het statuut van de leden van het technisch personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap en van de leden van het bestuurspersoneel van de inspectiedienst belast met het toezicht op de psycho-medisch-sociale centra, wordt het voorstel tot afdanking van het stagedoend lid van het technisch personeel tijdens de stage geformuleerd door de directeur-generaal van het verplicht onderwijs of de ambtenaar-generaal die hij te dien einde afvaardigt.

Het bij lid 1 bedoeld voorstel wordt aan de stagiair voorgelegd de dag zelf waarop het wordt geformuleerd.

De stagiair viseert en dagtekent dit voorstel en handigt het over binnen de tien werkdagen die de dag volgen waarop het hem werd toevertrouwd.

Art. 2. In het geval bedoeld bij artikel 38, lid 2, van het voornoemd koninklijk besluit van 27 juli 1979, wordt het voorstel tot vaste benoeming of afdanking van het stagedoend lid van het technisch personeel op het einde van de stage of het voorstel tot verlenging van de stage van het stagedoend lid van het technisch personeel geformuleerd door de directeur-generaal van het verplicht onderwijs of de ambtenaar-generaal die hij te dien einde afvaardigt.

Het bij lid 1 bedoeld voorstel wordt aan de stagiair voorgelegd de dag zelf waarop het wordt geformuleerd.

De stagiair viseert en dagtekent dit voorstel en handigt het over binnen de tien werkdagen die de dag volgen waarop het hem werd toevertrouwd.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheid het statuut van het personeel van het onderwijs van de Franse Gemeenschap behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 december 2002.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Cultuur, Begroting, Ambtenarenzaken, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Secundair Onderwijs en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 1198

[2003/200560]

13 MARS 2003. — Décret relatif à l'agrément des agences de placement (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *Objet et champ d'application*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

1° les « services de placement » : les services énumérés aux 2° à 7° prestés ou sollicités indépendamment du vecteur de communication utilisé;

2° le « service de recherche d'emploi » : le service presté et structuré, sans que l'agence de placement ne devienne partie aux relations de travail, pour le compte d'un travailleur et ayant pour objet de lui procurer un emploi;

3° le « service de recrutement et de sélection » : le service presté, pour le compte de l'employeur, ayant pour objet l'engagement d'un travailleur;

4° le « service de travail intérimaire » : le service consistant à employer un travailleur intérimaire dans le but de le mettre à la disposition d'un utilisateur;

5° le « service d'insertion » : le service presté, pour le compte d'un travailleur, ayant pour objet d'aider un travailleur à rechercher lui-même un emploi;

6° le « service d'outplacement » : le service presté, pour le compte d'un employeur, ayant pour objet d'aider un travailleur, menacé de licenciement ou licencié, à retrouver lui-même un emploi;

7° les « autres services de placement » : les services définis par le Gouvernement, après avis du Conseil économique et social de la Région wallonne, ci-après dénommé le « Conseil »;

8° l'« agence de placement » : la personne morale ou la personne physique qui preste elle-même, pour son compte ou pour compte d'un tiers, ou fait prester par un tiers, les services de placement visés au 1°, sous quelque dénomination que ce soit, à titre principal ou accessoire, à titre onéreux ou gratuit;

9° le « travailleur » : la personne physique prestant ou cherchant à prester une activité professionnelle sous l'autorité d'un employeur ou à titre indépendant;

10° l'« employeur » : toute personne physique ou morale faisant appel aux services prestés par une agence de placement ou fixant les tâches et qui en supervise l'exécution;

11° l'« administration » : la Division de l'Emploi et de la Formation professionnelle de la Direction générale de l'Economie et de l'Emploi du Ministère de la Région wallonne;

12° l'« Office » : l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi tel qu'institué par le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi.

Art. 2. Le présent décret s'applique, sur le territoire de la région de langue française :

1° à toute prestation de services de placement par une agence de placement;

2° à tout travailleur et à tout employeur.

Il ne s'applique pas :

1° à l'Office;

2° au bureau de sélection de l'administration fédérale;

3° aux services de placement des gens de mer agréés en vertu de la convention n° 9 concernant le placement des marins, adoptée le 10 juillet 1920 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail et approuvée par la loi du 6 septembre 1924.

Art. 3. La prestation de services de placement par une agence de placement est autorisée dans les limites et aux conditions définies par le présent décret.

CHAPITRE II. — *De l'octroi de l'agrément*

Section 1^{re}. — Dispositions générales

Art. 4. La prestation de services de placement est subordonnée à un agrément préalable de l'agence de placement, distinct par type de services.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut déterminer, dans l'intérêt des travailleurs concernés ou dans l'optique d'apporter une meilleure adéquation de l'offre et de la demande en matière d'emploi, et après avis du Conseil :

1° les services de placement pour lesquels les agences de placement sont dispensées de l'obligation d'agrément préalable, selon les modalités qu'il détermine;

2° les catégories de travailleurs ou d'employeurs pour lesquelles la prestation de services de placement est interdite;

3° les catégories de travailleurs ou d'employeurs ou les services de placement pour lesquels la prestation de services de placement est soumise à des conditions spécifiques;

4° les catégories de travailleurs et les services de placement pour lesquels l'agence de placement peut accepter ou demander une quelconque indemnité de la part du travailleur avec son accord préalable formulé par écrit.

Section 2. — Conditions d'octroi d'agrément

Art. 5. Pour obtenir l'agrément préalable, l'agence de placement qui dispose d'un établissement stable sur le territoire de la région de langue française doit satisfaire aux conditions suivantes:

1° si l'agence de placement est une personne morale, être régulièrement constituée sous la forme d'une société commerciale ou d'une association sans but lucratif dont l'objet social consiste, à titre principal ou à titre accessoire, en la prestation de services de placement;

2° si l'agence de placement est gérée par une personne physique, être régulièrement immatriculée au Registre du commerce;

3° ne pas se trouver en état de faillite ou d'insolvabilité notoire, ni faire l'objet d'une procédure de déclaration de faillite, ni avoir demandé ou obtenu un concordat judiciaire;

4° ne pas compter, parmi ses administrateurs, gérants, mandataires ou autres personnes habilitées à engager l'agence de placement, des personnes :

a. qui se sont vu interdire l'exercice de telles fonctions en vertu de la législation portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités, et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions;

b. qui, pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément, ont été tenues responsables des engagements ou des dettes d'une société tombée en faillite, en application des articles 229, 5°, 265, 315, 456, 4°, et 530 du Code des sociétés;

c. qui ont été privées de leurs droits civils et politiques;

d. qui, pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément, ont manqué aux obligations prévues soit par la législation relative à l'agrément des services de placement, soit par la législation visée aux articles 31 et 32 du présent décret;

e. qui, pendant la période de cinq ans précédant la demande d'agrément, ont manqué à leurs obligations fiscales et à leurs obligations sociales;

5° satisfaire aux conditions de compétence professionnelle déterminées, suivant le type de services de placement, par le Gouvernement;

6° établir la viabilité financière de son projet de service de placement sur la base de son plan d'affaires.

L'existence d'un plan d'apurement dûment respecté n'est pas considérée comme un manquement aux obligations sociales et fiscales.

Art. 6. Pour obtenir l'agrément préalable à la prestation de services de travail intérimaire sur le territoire de la région de langue française, l'agence de placement qui dispose d'un établissement stable doit satisfaire aux conditions supplémentaires suivantes :

1° avoir été régulièrement constituée sous la forme d'une société commerciale et détenir un capital social intégralement libéré de 61.500 euros au moins;

2° ne pas être redevable d'arriérés d'impôts, d'arriérés de cotisations à percevoir par l'Office national de la sécurité sociale, par un fonds de sécurité d'existence ou pour le compte de celui-ci;

3° ne pas concentrer plus de 40 % de son activité à destination d'un seul client ou de plusieurs clients qui ont un actionariat commun.

Ne sont pas considérées comme arriérés les sommes pour lesquelles existe un plan d'apurement dûment respecté.

Section 3. — Conditions équivalentes

Art. 7. Pour obtenir l'agrément préalable, l'agence de placement, qui ne dispose pas d'un établissement stable sur le territoire de la région de langue française, doit :

1° si elle a son siège social ou son immatriculation au Registre du commerce comme personne physique, soit en Région de Bruxelles-Capitale, soit en Région flamande, soit en Communauté germanophone, démontrer qu'elle répond, sur son territoire, à des conditions équivalentes à celles déterminées par le présent décret;

2° si elle a son siège social ou son immatriculation au Registre du commerce, ou toute inscription équivalente comme personne physique à l'étranger mais au sein d'un Etat membre des Communautés européennes ou partie contractante à l'accord sur l'Espace économique européen, démontrer qu'elle répond dans son pays à des conditions équivalentes à celles déterminées par le présent décret;

3° si elle a son siège social ou son immatriculation au Registre du commerce, ou toute inscription équivalente comme personne physique en dehors d'un Etat membre des Communautés européennes ou partie contractante à l'accord sur l'Espace économique européen, satisfaire aux conditions déterminées par le présent décret et apporter la preuve qu'elle exerce le service de placement dans son pays d'origine.

En ce qui concerne les 1° et 2° de l'alinéa 1^{er}, lorsque ces conditions ne sont pas équivalentes à celles déterminées par ou en vertu des articles 5 et 6, le Gouvernement impose, après avis de la Commission consultative d'agrément en matière de placement, ci-après dénommée la « Commission », une partie ou l'ensemble des conditions définies dans le présent décret.

Section 4. — De la procédure d'octroi d'agrément

Art. 8. § 1^{er}. L'agrément est octroyé par le Gouvernement conformément aux conditions définies dans le présent chapitre, après avis de la Commission.

Faute d'avis rendu par la Commission dans les délais fixés par le Gouvernement, celui-ci statue sur la demande.

Le Gouvernement détermine la procédure de demande d'agrément, de renouvellement et les documents et justificatifs à fournir par l'agence de placement.

§ 2. L'agrément est accordé par le Gouvernement pour une période de deux ans.

A l'issue de cette période, l'agrément peut être renouvelé, soit pour une seconde période de deux ans, soit pour une durée indéterminée.

Si l'agrément a été accordé pour une seconde période de deux ans, il peut, à l'expiration de cette période, être renouvelé pour une période indéterminée.

§ 3. Toutes les décisions sont notifiées aux demandeurs d'agrément et publiées, par extrait, au *Moniteur belge*.

Art. 9. L'agence de placement, dûment représentée, fournit à l'administration tous les documents, pièces et informations complémentaires que cette dernière juge utiles, en vue de la vérification de l'accomplissement des conditions d'agrément.

L'agence de placement est entendue à sa demande ou à celle de la Commission.

Art. 10. L'agence de placement qui demande un agrément communique au Gouvernement le nom des personnes physiques ayant leur résidence ou domicile en Belgique, qui sont autorisées à engager l'agence de placement à l'égard de tiers et à la représenter auprès des autorités régionales et des juridictions belges.

Art. 11. En cas de fusion, d'absorption ou de toute autre transformation juridique de l'agence de placement agréée, la nouvelle agence en informe le Gouvernement par lettre recommandée à la poste.

Dans un délai de trois mois à compter de l'envoi de la lettre prévue à l'alinéa précédent, la Commission rend un avis sur la nécessité pour l'agence de placement d'introduire une nouvelle demande d'agrément.

A défaut d'avis donné dans ce délai, l'agence de placement est dispensée d'introduire une nouvelle demande. Cette agence peut poursuivre ses activités jusqu'à expiration du délai prévu à l'article 8, § 2.

CHAPITRE III. — Des obligations à charge des agences de placement agréées

Section 1^{re}. — Des obligations communes à toutes les agences de placement

Art. 12. L'agence de placement est tenue de respecter les conditions visées aux articles 5 à 7 ainsi que les conditions suivantes :

1° ne pas prêter un service de placement pour lequel elle n'est pas agréée;

2° être en conformité avec les réglementations sociales, fiscales et commerciales qui lui sont applicables;

3° ne pas exercer d'activités interdites en vertu de la convention n° 9 concernant le placement des marins, adoptée le 10 juillet 1920 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du travail et approuvée par la loi du 6 septembre 1924;

4° respecter la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers;

5° respecter les conventions collectives applicables suivant le type de services de placement;

6° fournir à l'Office les informations prescrites par ou en vertu de l'article 20;

7° fournir à l'administration, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, toutes les informations relatives aux modifications de sa forme juridique, de la composition de ses organes sociaux, des personnes habilitées à les représenter, de la composition de son capital, ainsi que ses comptes annuels et un rapport annuel d'activités;

8° fournir au travailleur et à l'employeur, en temps utile, des informations complètes concernant les services de placement et les modalités de fonctionnement de ceux-ci;

9° informer, dans tout document ayant un caractère contractuel, le travailleur de l'obligation d'être inscrit auprès de l'Office comme demandeur d'emploi afin de bénéficier d'allocations de chômage;

10° ne pas fournir des informations relatives à la disponibilité du travailleur en dehors du contrôle de cette disponibilité organisé par ou en vertu de la loi;

11° ne pas fournir des services de placement pour des offres d'emploi fictives;

12° n'effectuer aucun traitement de données à caractère personnel en dehors des conditions et limites déterminées par la réglementation relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;

13° ne pas accepter ou demander une quelconque indemnité de la part du travailleur, ni poser au travailleur comme condition à la fourniture de services de placement l'obligation d'effectuer des dépenses de toute nature;

14° ne pas fournir un ou plusieurs des services de placement aux fins de remplacer le travailleur dans un siège d'exploitation en cas de grève, de lock-out ou d'une suspension d'un contrat de travail visé aux articles 50 et 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

15° sans préjudice d'actions positives déterminées par le Gouvernement en faveur de certaines catégories de travailleurs, s'engager à un traitement objectif, respectueux et non discriminatoire de tout travailleur;

16° faire mention, dans les annonces et dans toute communication, du numéro de l'agrément et des services pour lesquels elle est agréée;

17° faire mention, dans tout document ayant un caractère contractuel adressé au travailleur et à l'employeur, des coordonnées de l'administration chargée du contrôle et de la surveillance des dispositions du présent décret;

18° ne pas encourir, dans le chef des administrateurs, gérants ou mandataires de l'agence de placement, une condamnation définitive du chef de faux en écriture ou de crimes ou délits, définis aux titres VII et IX du Code pénal, ainsi que du chef des infractions visées au chapitre VI ainsi qu'aux articles 31 et 32 du présent décret;

19° ne pas avoir obtenu l'agrément sur la base de déclarations qui s'avèrent fausses, incomplètes ou inexactes;

20° ne pas collaborer avec une agence de placement qui ne dispose pas d'un agrément conforme au présent décret;

21° faire précéder toute prestation de services de placement de l'intention de conclure un contrat de travail ou de service constatée par écrit par les deux parties dont les mentions obligatoires sont déterminées par le Gouvernement;

22° fournir au travailleur et à l'employeur, préalablement à toute prestation de services de placement, un document fixant les droits et obligations des parties conformément aux modalités déterminées par le Gouvernement;

23° respecter les dispositions de la réglementation en matière d'emploi des langues;

24° fournir à sa demande au demandeur d'emploi soumis au contrôle du chômage une attestation mentionnant la date et l'heure de la visite de celui-ci à l'agence de placement;

25° s'engager à assurer une formation adéquate à son personnel et à contrôler régulièrement qu'il respecte les dispositions de la présente réglementation, notamment en ce qui concerne le respect des règles de non-discrimination, de secret professionnel et de sécurité pour les travailleurs placés;

26° ne pas compter parmi ses administrateurs, gérants, mandataires ou autres personnes habilitées à engager l'agence de placement, des personnes :

a. qui se sont vu interdire l'exercice de telles fonctions en vertu de la législation portant interdiction à certains condamnés et aux faillis d'exercer certaines fonctions, professions ou activités et conférant aux tribunaux de commerce la faculté de prononcer de telles interdictions;

b. qui ont été tenues responsables des engagements ou des dettes d'une société tombée en faillite, en application des articles 229, 5°, 265, 315, 456, 4°, et 530 du Code des sociétés;

c. qui ont été privées de leurs droits civils et politiques;

d. qui ont manqué aux obligations prévues dans le cadre du présent décret;

e. qui ont manqué à leurs obligations fiscales et à leurs obligations sociales.

Section 2. — Des conditions spécifiques

Art. 13. L'agence de placement qui fournit des services de recrutement et de sélection est tenue, en outre, de respecter les conditions suivantes :

1° ne pas se substituer à l'employeur en ce qui concerne la décision d'engagement ou de licenciement, ainsi qu'en ce qui concerne les négociations y afférentes;

2° indiquer dans l'offre d'emploi les mentions déterminées par le Gouvernement;

3° appliquer les règles de déontologie professionnelle et les dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée.

Art. 14. L'agence de placement qui fournit des services de recherche d'emploi est tenue, en outre, de ne pas se substituer à l'employeur en ce qui concerne la décision d'engagement ou de licenciement, ainsi qu'en ce qui concerne les négociations y afférentes.

Art. 15. L'agence de placement qui fournit des services de travail intérimaire est tenue, en outre, de respecter les conditions visées à l'article 6 ou 7 et de ne pas enfreindre la réglementation relative au travail intérimaire.

Art. 16. L'agence de placement qui fournit des services d'outplacement est tenue, en outre, de n'entamer la mission d'outplacement que si le travailleur concerné a préalablement donné son consentement dans un document écrit contenant les mentions obligatoires déterminées par le Gouvernement.

Art. 17. L'agence de placement qui fournit des services d'insertion est tenue, en outre, de respecter les conditions suivantes :

- 1° respecter les dispositions de la réglementation relative au dispositif intégré d'insertion;
- 2° s'adresser au public cible déterminé par le Gouvernement;
- 3° respecter les conditions d'encadrement et d'accompagnement déterminées par le Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *De la suspension ou du retrait de l'agrément*

Art. 18. § 1^{er}. Le Gouvernement peut suspendre ou retirer l'agrément à l'agence de placement qui ne respecte pas les dispositions établies par ou en vertu du décret.

Le Gouvernement détermine la procédure de retrait ou de suspension de l'agrément.

§ 2. Dès que le retrait de son agrément lui est notifié, l'agence de placement n'est plus autorisée à fournir le service concerné.

Toutefois, dans ce cas, il appartient à l'agence de placement de mettre fin au contrat de travail des intérimaires conformément aux principes de droit commun.

§ 3. La Commission transmet les faits dont elle prend connaissance qui relèvent des infractions ou des manquements aux dispositions du présent décret au Gouvernement qui charge l'administration visée à l'article 24 de procéder à une enquête à cette fin.

Art. 19. En cas de cessation temporaire ou définitive de l'un des services de placement visés dans le présent décret, l'agence de placement avertit le Gouvernement selon les modalités qu'il détermine.

L'agrément est suspendu ou retiré pour le service de placement en question.

CHAPITRE V. — *De la transparence du marché régional du travail*

Art. 20. § 1^{er}. L'agence de placement est tenue de fournir, selon les modalités déterminées par le Gouvernement, à l'Office les informations utiles à l'accomplissement de la mission de gestion active et de diffusion de l'information et de la connaissance sur le marché de l'emploi.

§ 2. Sont réputées utiles les informations rendues anonymes et relevant de l'un des domaines suivants :

- 1° les offres et les demandes d'emploi;
- 2° les contrats relatifs aux services de placement;
- 3° les travailleurs concernés par les services de placement;
- 4° les employeurs concernés par les services de placement;
- 5° les emplois pourvus.

Le Gouvernement peut étendre ou restreindre les informations visées à l'alinéa 1^{er}. Dans ce cas, sa décision motivée doit prendre exclusivement en considération soit le volume du chômage, soit les principes et objectifs du développement durable ou de la création d'emploi.

Art. 21. Par ailleurs, le contenu des informations que les agences de placement et l'Office souhaitent échanger et les modalités de transmission de celles-ci sont définis au sein de la plate-forme de concertation instituée par l'article 22.

Art. 22. § 1^{er}. Le Gouvernement institue, au sein des services qu'il désigne, un comité ci-après dénommé la « plate-forme de concertation ».

§ 2. La plate-forme de concertation a pour objet de structurer la concertation entre l'Office et les agences de placement dans les domaines suivants :

- 1° les échanges d'informations visés par l'article 21;
- 2° la coopération dans les domaines d'intérêt commun.

§ 3. La plate-forme de concertation est composée de membres effectifs et suppléants répartis comme suit :

- 1° un représentant du Gouvernement qui assure la présidence;
- 2° quatre représentants des organisations représentatives des employeurs;
- 3° quatre représentants des organisations représentatives des travailleurs;
- 4° deux représentants de l'Office;
- 5° un représentant de l'administration;
- 6° un représentant de l'Observatoire wallon de l'Emploi.

§ 4. Les membres visés aux 2° et 3° du paragraphe 3 sont proposés par le Conseil.

Les membres sont désignés par le Gouvernement pour une période de quatre ans renouvelable.

Le membre qui cesse d'exercer son mandat avant la date d'expiration est remplacé par son suppléant qui achève le mandat.

§ 5. Les décisions relatives aux missions précisées au paragraphe 2, 1°, sont acquises par consensus de tous les membres visés aux 2° à 4° du paragraphe 3. À défaut de consensus, le Gouvernement statue.

Les autres modalités du fonctionnement de la plate-forme de concertation sont définies par un règlement d'ordre intérieur approuvé par le Gouvernement.

CHAPITRE VI. — *De la commission consultative d'agrément en matière de placement*

Art. 23. § 1^{er}. Il est créé, au sein du Conseil, une Commission consultative d'agrément en matière de placement.

§ 2. Les missions de la Commission sont les suivantes :

1° remettre, sur présentation des demandes par l'administration, des avis motivés concernant l'octroi de l'agrément;

2° remettre des avis motivés, d'initiative ou sur demande, concernant la suspension ou le retrait de l'agrément;

3° transmettre à l'administration chargée du contrôle et de la surveillance des dispositions du présent décret les faits dont elle prend connaissance et qui relèvent des infractions ou des manquements aux dispositions du présent décret;

4° remettre, sur demande du Gouvernement ou de l'administration, tout avis sur l'exécution du décret et sur toutes questions relatives aux services de placement.

§ 3. La Commission est composée de membres effectifs et suppléants répartis comme suit :

1° un président;

2° un nombre égal de représentants des organisations représentatives des employeurs et des travailleurs;

3° un représentant de l'administration.

§ 4. Le président, qui doit être indépendant par rapport aux organisations représentatives des employeurs et des travailleurs, ainsi que le représentant de l'administration sont désignés par le Gouvernement.

Les membres effectifs et suppléants visés au paragraphe 3, 2°, sont nommés par le Gouvernement, sur proposition du Conseil, sur des listes doubles de candidats.

Le mandat de membre de la Commission est incompatible avec la qualité d'administrateur, de gérant, de mandataire ou de préposé d'une agence de placement.

Les membres sont désignés pour une période de quatre ans renouvelable.

Le membre qui cesse d'exercer son mandat avant la date d'expiration est remplacé par son suppléant qui achève le mandat.

§ 5. Les membres visés au paragraphe 3, 1° et 2°, ont voix délibérative.

§ 6. La Commission fixe son règlement d'ordre intérieur, qui est approuvé par le Gouvernement.

CHAPITRE VII. — *Contrôle et sanctions*

Art. 24. Le contrôle et la surveillance des dispositions du présent décret et de ses arrêtés d'exécution sont exercés par les services que le Gouvernement désigne, conformément aux dispositions du décret du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi.

Art. 25. Sans préjudice des articles 269 à 274 du Code pénal, sont punis d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 euros à 5.000 euros ou de l'une de ces peines seulement :

1° la personne qui exploite une agence de placement sans agrément régulier;

2° toute personne, titulaire d'un agrément ou non, qui exploite une agence de placement et réclame ou perçoit des commissions, cotisations, droits d'admission ou d'inscription autres que ceux déterminés par ou en vertu du présent décret;

3° toute personne, titulaire d'un agrément ou non, qui exploite une agence de placement et empêche ou entrave les contrôles prévus par ou en vertu du présent décret;

4° toute personne, titulaire d'un agrément ou non, qui preste des services de placement en méconnaissance des règles fixées par le présent décret, que ce soit en nom personnel ou pour le compte d'un commettant ou d'un mandant.

Art. 26. En cas de récidive, la peine visée à l'article 25 peut être portée au double du maximum.

Art. 27. L'administrateur pour une personne morale ou le responsable de l'agence de placement pour une personne physique, titulaire ou non d'un agrément, est civilement responsable du paiement des amendes pénales auxquelles sont condamnés ses préposés ou mandataires.

Art. 28. Toutes les dispositions du livre 1^{er} du Code pénal, à l'exception du chapitre V, s'appliquent aux infractions constatées en vertu du présent décret.

En cas de récidive, l'article 85 du Code pénal ne sera toutefois pas d'application.

Art. 29. La loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales s'applique à toute personne qui preste ou sollicite, en région de langue française, les activités visées à l'article 1^{er}, 1°, sans disposer d'un agrément régulier, ainsi qu'à l'employeur qui fait appel, en connaissance de cause, à une agence qui n'a pas obtenu d'agrément régulier.

Elle s'applique également aux personnes qui commettent l'infraction établie par l'article 25, 3°.

Le montant de l'amende administrative correspond au montant visé à l'article 1^{er} de la loi du 30 juin 1971 précitée et est multiplié conformément à l'article 11 de ladite loi.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales*

Art. 30. § 1^{er}. A l'article 1^{er} du décret du Conseil régional wallon du 5 février 1998 relatif à la surveillance et au contrôle des législations relatives à la politique de l'emploi, remplacé par l'article 34 du décret du Conseil régional wallon du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement des demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non marchand, de l'enseignement et du secteur marchand, sont apportées les modifications suivantes :

a. le 2° est remplacé par « le décret du ... relatif à l'agrément des agences de placement »;

b. le 3° est abrogé.

§ 2. A l'article 2 du même décret, le 4° est remplacé par ce qui suit :

« 4° « employeurs » : les personnes qui occupent les personnes visées au 2° ou qui sont assimilées aux employeurs dans les cas et conditions déterminés par la législation et notamment celles qui prestent des services de travail intérimaire. »

Art. 31. L'article 16 du même décret est abrogé.

Art. 32. Le décret du Conseil régional wallon du 27 juin 1991 relatif à l'agrément des entreprises de travail intérimaire et ses arrêtés d'exécution sont, en ce qui concerne le territoire de la région de langue française, abrogés.

Art. 33. L'article 7, §§ 6 à 8, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et ses arrêtés d'exécution sont abrogés en ce qui concerne le territoire de la région de langue française.

Art. 34. Les entreprises de travail intérimaire agréées en vertu du décret du Conseil régional wallon du 27 juin 1991 précité peuvent continuer à exercer leur activité sur le territoire de la région de langue française après l'entrée en vigueur du présent décret jusqu'à ce qu'une décision ait été prise sur leur demande d'agrément, à condition d'introduire celle-ci dans un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent décret.

Néanmoins, les entreprises de travail intérimaire agréées, en vertu du décret du Conseil régional wallon du 27 juin 1991 précité, pour une durée indéterminée peuvent continuer à bénéficier d'un agrément d'une durée indéterminée dans le cadre du présent décret.

Art. 35. Les bureaux de placement agréés en vertu de l'article 7, §§ 6 à 8, de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 précité peuvent continuer à exercer leur activité sur le territoire de la région de langue française après l'entrée en vigueur du présent décret jusqu'à ce qu'une décision ait été prise sur leur demande d'agrément, à condition d'introduire celle-ci dans un délai de six mois à dater de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 36. Les cautionnements déposés à la Banque Nationale de Belgique, à la Caisse des dépôts et consignations ou à la Caisse générale d'épargne et de retraite visés à l'article 8, 6°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1975 relatif à l'exploitation des bureaux de placement payants, modifié par l'arrêté royal du 4 janvier 1977, sont libérés dans les trois mois de l'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 37. Le présent décret entre en vigueur à la date fixée par le Gouvernement au plus tôt à la date d'entrée en vigueur du décret portant assentiment à la convention n° 181 de l'Organisation internationale du travail concernant les agences d'emploi privées.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 13 mars 2003.

Le Ministre-Président
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

—————
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil 443 (2002-2003) N^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance publique du 26 février 2003.

Discussion. — Vote.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 1198

[2003/200560]

13 MAART 2003. — Decreet betreffende de erkenning van arbeidsbemiddelingsbureaus (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Voorwerp en toepassingsgebied

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° de dienstverlening « arbeidsbemiddeling » : de diensten opgesomd onder de nummers 2° tot en met 7° of het verzoek om dienstverlening, ongeacht het gebruikte communicatiekanaal;

2° de dienstverlening « zoeken naar een arbeidsplaats » : de gestructureerde in opdracht van een werknemer uitgevoerde dienstverlening waarbij het arbeidsbemiddelingsbureau niet aan de arbeidsbetrekkingen deelneemt, en waarvan het doel erin bestaat werk te vinden voor de werknemer;

3° de dienstverlening « werving en selectie » : de dienstverlening waarbij in opdracht van de werkgever een werknemer in dienst genomen wordt;

4° de dienstverlening « uitzendarbeid » : de dienstverlening waarbij een uitzendwerknemer ingeschakeld wordt met tot doel hem ter beschikking te stellen van een gebruiker;

5° de dienstverlening « inschakeling » : de dienstverlening waarbij in opdracht van een werknemer laatstgenoemde geholpen wordt bij het vinden van een baan;

6° de dienstverlening « outplacement » : de dienstverlening waarbij in opdracht van een werkgever een ontslagen of met ontslag bedreigde werknemer geholpen wordt om zelf een nieuwe baan te vinden;

7° de overige dienstverlening « arbeidsbemiddeling » : de dienstverlening die door de Regering omschreven wordt na advies van de « Conseil économique et social de la Région wallonne » (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest), hierna de « Raad » genoemd;

8° het « arbeidsbemiddelingsbureau » : de rechts- of de natuurlijke persoon die zelf in eigen opdracht of in opdracht van derden, als hoofd- of nevenactiviteit, onder bezwarende titel of om niet, de dienstverlening arbeidsbemiddeling genoemd, bedoeld onder het nummer 1°, op zich neemt of door derden uit laat voeren, ongeacht de benaming ervan;

9° de « werknemer » : de natuurlijke persoon die een beroepsactiviteit uitoefent of wenst uit te oefenen, onder het gezag van een werknemer of als zelfstandige;

10° de « werkgever » : elke natuurlijke of rechtspersoon die een beroep doet op de dienstverlening door een arbeidsbemiddelingsbureau of die de taken vastlegt en de uitvoering ervan superviseert;

11° het « bestuur » : de Afdeling Tewerkstelling en Beroepsopleiding van het Directoraat-generaal Economie en Tewerkstelling van het Ministerie van het Waalse Gewest;

12° de « dienst » : de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling) zoals ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999 betreffende de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling).

Art. 2. Dit decreet is op het grondgebied van het Franse taalgebied van toepassing op :

1° elke door een arbeidsbemiddelingsbureau verrichte dienstverlening inzake arbeidsbemiddeling;

2° elke werknemer en elke werkgever.

Het is niet van toepassing op :

1° de Dienst;

2° het selectiebureau van de federale overheid;

3° op de arbeidsbemiddelingsdiensten voor zeelieden, erkend krachtens de overeenkomst nr. 9 betreffende de bezorging van werk aan zeelieden, aangenomen op 10 juli 1920 door de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie en goedgekeurd bij de wet van 6 september 1924.

Art. 3. De door een arbeidsbemiddelingsbureau verrichte dienstverlening inzake arbeidsbemiddeling is binnen de perken en tegen de voorwaarden van dit decreet toegelaten.

HOOFDSTUK II. — *Erkenningsregeling*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 4. De arbeidsbemiddeling is ondergeschikt aan een voorafgaande erkenning van het arbeidsbemiddelingsbureau, naar gelang van het soort dienstverlening.

In afwijking van het eerste lid kan de Regering in het belang van de betrokken werknemers of met het oog op een betere afstemming van vraag en aanbod inzake werkgelegenheid, en na advies van de Raad, het volgende bepalen :

1° de soorten dienstverlening inzake arbeidsbemiddeling waarvoor het arbeidsbemiddelingsbureau vrijgesteld is van de verplichting om vooraf erkend te worden, op de door de Regering bepaalde wijze;

2° de categorieën werknemers of -gevers aan wie de arbeidsbemiddeling ontzegd wordt;

3° de categorieën werknemers of -gevers of de arbeidsbemiddelingsdiensten die enkel op die dienstverlening een beroep kunnen doen of ze kunnen verrichten tegen specifieke voorwaarden;

4° de categorieën werknemers en de dienstverlening inzake arbeidsbemiddeling waarvoor het arbeidsbemiddelingsbureau één of andere vergoeding van de werknemer kan krijgen of vragen mits diens voorafgaande, schriftelijke toestemming.

Afdeling 2. — Erkenningsvoorwaarden

Art. 5. Om vooraf erkend te worden, dient het arbeidsbemiddelingsbureau dat over een vaste inrichting beschikt op het grondgebied van het Franse taalgebied, aan de volgende voorwaarden te voldoen :

1° als het arbeidsbemiddelingsbureau een rechtspersoon is, regelmatig opgericht zijn in de vorm van een handelsvennootschap of van een vereniging zonder winstoogmerk met als maatschappelijk doel het verlenen van arbeidsbemiddelingsdiensten als hoofd- of nevenactiviteit;

2° als het arbeidsbemiddelingsbureau beheerd wordt door een natuurlijke persoon, regelmatig ingeschreven zijn in het handelsregister;

3° niet in staat van faillissement of van kennelijk onvermogen verkeren, noch het voorwerp uitmaken van een procedure tot faillietverklaring, noch een gerechtelijk akkoord hebben aangevraagd of verkregen;

4° onder de bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers of andere personen bevoegd om de vennootschap te verbinden, geen personen :

a. aan wie het uitoefenen van dergelijke functies verboden is krachtens de wetgeving waarbij aan bepaalde veroordeelden en aan de gefailleerden verbod wordt opgelegd bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen en waarbij aan de rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegekend een dergelijk verbod uit te spreken;

b. die tijdens de periode van vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning, aansprakelijk zijn gesteld voor de verbintenissen of schulden van een gefailleerde vennootschap, bij toepassing van de artikelen 229, 5°, 265, 315, 456, 4°, en 530 van het Wetboek der vennootschappen;

c. aan wie de burgerrechten en de politieke rechten zijn ontnomen;

d. die tijdens de periode van vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning hun verplichtingen niet zijn nagekomen bepaald ofwel bij de wetgeving betreffende de arbeidsbemiddeling, ofwel bij de wetgeving bedoeld in de artikelen 31 en 32 van dit decreet;

e. die tijdens de periode van vijf jaar voorafgaand aan de aanvraag tot erkenning hun fiscale en sociale verplichtingen niet zijn nagekomen;

5° aan de voorwaarden inzake beroepsvaardigheid voldoen, die door de Regering zijn bepaald naar gelang van het soort dienstverlening inzake arbeidsbemiddeling;

6° de financiële leefbaarheid van zijn arbeidsbemiddelingsproject aantonen door middel van zijn businessplan.

Het bestaan van een behoorlijk nageleefd afbetalingsplan wordt niet als een overtreding van de sociale en fiscale verplichtingen beschouwd.

Art. 6. Om de erkenning voorafgaand aan de dienstverlening inzake uitzendarbeid op het grondgebied van het Franse taalgebied te verkrijgen, dient het arbeidsbemiddelingsbureau dat over een vaste inrichting beschikt, aan de volgende bijkomende voorwaarden te voldoen :

1° regelmatig zijn opgericht in de vorm van een handelsvennootschap en een volledig volgestort maatschappelijk kapitaal bezitten van minstens 61.500 euro;

2° geen achterstallige belastingen, noch achterstallige bijdragen aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, aan een bestaanszekerheidsfonds of voor rekening ervan verschuldigd zijn;

3° niet meer dan 40 % van zijn bedrijvigheid toespitsen op één enkele klant of op verschillende klanten achter wie een gemeenschappelijke aandeelhouder staat.

De sommen waarvoor een behoorlijk nageleefd afbetalingsplan bestaat, worden niet als achterstallen beschouwd.

Afdeling 3. — Gelijkwaardige voorwaarden

Art. 7. Om vooraf erkend te worden, dient het arbeidsbemiddelingsbureau dat niet over een vaste inrichting op het grondgebied van het Franse taalgebied beschikt :

1° als diens maatschappelijke zetel ofwel in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ofwel in het Vlaamse Gewest ofwel in de Duitstalige Gemeenschap gevestigd is of daar in het handelsregister als natuurlijke persoon ingeschreven is, aan te tonen dat het op dat grondgebied aan voorwaarden voldoet die gelijkwaardig zijn aan de voorwaarden bepaald bij dit decreet;

2° als diens maatschappelijke zetel in het buitenland, maar in één van de lid-Statens van de Europese Gemeenschappen of verdragsluitende partij bij de overeenkomst over de Europese Economische Ruimte gevestigd is of daar in het handelsregister ingeschreven of op een gelijkwaardige manier ingeschreven is als natuurlijke persoon, aan te tonen dat het in dat land aan voorwaarden voldoet die gelijkwaardig zijn aan de voorwaarden bepaald bij dit decreet;

3° als diens maatschappelijke zetel niet in een lid-Staat van de Europese Gemeenschappen of verdragsluitende partij bij de overeenkomst over de Europese Economische Ruimte gevestigd is of daar in het handelsregister ingeschreven of op een gelijkwaardige manier ingeschreven is als natuurlijke persoon, aan te tonen dat het aan de voorwaarden bepaald bij dit decreet voldoet en het bewijs te voeren dat het in het land van oorsprong als arbeidsbemiddelaar fungeert.

Wat betreft de nummers 1° en 2° van het eerste lid, legt de Regering, indien die voorwaarden niet gelijkwaardig zijn aan de voorwaarden bepaald bij of krachtens de artikelen 5 en 6, na advies van de adviescommissie voor de erkenning in arbeidsbemiddelingszaken, hierna de « Commissie » genoemd, een gedeelte of het geheel van de bij dit decreet omschreven voorwaarden op.

Afdeling 4. — Procedure voor de verlening van de erkenning

Art. 8. § 1. De erkenning wordt door de Regering verleend, overeenkomstig de voorwaarden omschreven in dit hoofdstuk, na advies van de Commissie.

Indien de Commissie geen advies heeft uitgebracht binnen de termijn die door de Regering is vastgelegd, beslist laatstgenoemde over de aanvraag.

De Regering bepaalt de procedure voor het aanvragen van de erkenning, voor de hernieuwing ervan en de stukken en bewijsstukken die het arbeidsbemiddelingsbureau dient voor te leggen.

§ 2. De erkenning wordt door de Regering toegekend voor een periode van twee jaar.

Na verstrijken van die periode kan de erkenning ofwel voor een periode van twee jaar ofwel voor onbepaalde duur worden hernieuwd.

Als de erkenning is toegekend voor een tweede periode van twee jaar, kan zij bij het verstrijken van die periode voor een onbepaalde periode worden hernieuwd.

§ 3. Van alle beslissingen wordt aan de aanvragers van een erkenning kennis gegeven, en zij worden bij wijze van uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

Art. 9. Het behoorlijk vertegenwoordigde arbeidsbemiddelingsbureau verstrekt aan het bestuur alle stukken en aanvullende inlichtingen die door laatstgenoemde dienstig worden geacht met het oog op de controle op het vervullen van de erkenningsvoorwaarden.

Het arbeidsbemiddelingsbureau wordt op eigen verzoek of op verzoek van de Commissie gehoord.

Art. 10. Het arbeidsbemiddelingsbureau dat een erkenning aanvraagt, deelt aan de Regering de naam mee van de natuurlijke personen die hun verblijf- of woonplaats in België hebben en die gemachtigd zijn om het arbeidsbemiddelingsbureau tegenover derden te verbinden en om het te vertegenwoordigen bij de gewestelijke overheid en de Belgische rechtbanken.

Art. 11. Bij samensmelting, opslorping of enige andere juridische omvorming van het erkende arbeidsbemiddelingsbureau wordt de Regering daar door het nieuwe bureau bij ter post aangetekend schrijven over ingelicht.

Binnen een termijn van drie maanden te rekenen van de verzending van het schrijven vermeld in vorig lid brengt de Commissie advies uit over de vraag of het arbeidsbemiddelingsbureau al dan niet een nieuwe erkenningsaanvraag moet indienen.

Indien er binnen die termijn geen advies is uitgebracht, wordt het arbeidsbemiddelingsbureau vrijgesteld van de indiening van een nieuwe aanvraag. Dat bureau kan verder zijn bedrijvigheid ontplooiën totdat de termijn bepaald bij artikel 8, § 2, verstrijkt.

HOOFDSTUK III. — Verplichtingen opgelegd aan de erkende arbeidsbemiddelingsbureaus

Afdeling 1. — Verplichtingen die voor alle arbeidsbemiddelingsbureaus gelden

Art. 12. Het arbeidsbemiddelingsbureau is ertoe verplicht de voorwaarden bedoeld in de artikelen 5 tot en met 7, evenals de hierna vermelde voorwaarden na te leven :

1° geen enkele dienst verlenen waarvoor het geen erkenning heeft gekregen;

- 2° de geldende regelgeving in sociale, fiscale en koophandelsaangelegenheden naleven;
- 3° geen activiteiten uitoefenen die verboden zijn krachtens de overeenkomst nr. 9 betreffende de bezorging van werk aan zeelieden, aangenomen op 10 juli 1920 door de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie en goedgekeurd bij de wet van 6 september 1924;
- 4° de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers naleven;
- 5° de collectieve overeenkomsten na leven die gelden volgens het soort dienstverlening waarin voorzien wordt;
- 6° de Dienst de inlichtingen bepaald bij of krachtens artikel 20 verstrekken;
- 7° het bestuur op de door de Regering bepaalde wijze alle inlichtingen verstrekken met betrekking tot de wijziging van diens rechtsvorm, van de samenstelling van diens maatschappelijke organen, in de personen bevoegd om het te vertegenwoordigen, in de samenstelling van diens kapitaal, alsmede diens jaarrekeningen en een jaarlijks activiteitenverslag;
- 8° de werknemer en de werkgever te gepasten tijde volledige inlichtingen verstrekken over de dienstverlening inzake arbeidsbemiddeling en de wijze waarop die dienst verstrekt wordt;
- 9° in elk stuk dat een contractueel karakter heeft, de werknemer inlichten over diens verplichting om bij de Dienst ingeschreven te zijn als werkzoekende zodat hij in aanmerking kan komen voor werkloosheidsuitkeringen;
- 10° geen inlichtingen verstrekken over de beschikbaarheid van de werknemer buiten de controle op die beschikbaarheid waarin bij of krachtens de wet is voorzien;
- 11° niet als arbeidsbemiddelaar optreden voor fictieve werkaanbiedingen;
- 12° geen persoonsgegevens behandelen buiten de voorwaarden en de perken bepaald bij de regelgeving inzake de bescherming van de private levenssfeer wat betreft de behandeling van persoonsgegevens;
- 13° geen enkele vergoeding aanvaarden of vragen van de werknemer, noch de werknemer als voorwaarde voor de dienstverlening inzake arbeidsbemiddeling de verplichting opleggen om uitgaven van alle aard te verrichten;
- 14° in geen enkele dienstverlening inzake arbeidsbemiddeling voorzien om de werkgever te vervangen in een bedrijfszetel in geval van staking, lock-out of schorsing van een arbeidscontract zoals bedoeld in de artikelen 50 en 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidscontracten;
- 15° onverminderd positieve acties bepaald door de Regering ten gunste van bepaalde werknemerscategorieën zich ertoe verbinden om de werknemer op een objectieve, respectvolle en niet-discriminerende wijze te behandelen;
- 16° in elk bericht en in elke mededeling het nummer van de erkenning en de dienstverlening waarvoor de erkenning geldt, vermelden;
- 17° in elk stuk met een contractueel karakter dat aan de werknemer en aan de werkgever gericht is, de adresgegevens vermelden van het bestuur dat de controle en het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit decreet tot opdracht heeft;
- 18° geen definitieve veroordeling wegens valsheid in geschriften of wegens misdaden en misdrijven omschreven in titels VII en IX van het Strafwetboek en wegens de overtredingen bedoeld in hoofdstuk VI en in de artikelen 31 en 32 van dit decreet, als bestuurders, zaakvoerders of lasthebbers van het arbeidsbemiddelingsbureau oplopen;
- 19° geen erkenning hebben gekregen op grond van verklaringen die vals, onvolledig of onjuist blijken;
- 20° niet samenwerken met aan arbeidsbemiddelingsbureau dat niet over een met dit decreet overeenstemmende erkenning beschikt;
- 21° elke dienstverlening inzake arbeidsbemiddeling laten voorafgaan door de bedoeling om een arbeids- of dienstencontract af te sluiten zoals schriftelijk vastgesteld door beide partijen waarvan de verplichte bewoordingen door de Regering worden bepaald;
- 22° de werknemer en de werkgever, vóór van enige dienstverlening inzake arbeidsbemiddeling sprake is, een document verstrekken waarin de rechten en de verplichtingen van de partijen overeenkomstig de door de Regering bepaalde modaliteiten worden vastgesteld;
- 23° de bepalingen naleven van de regelgeving inzake taalgebruik;
- 24° op eigen verzoek aan de werkzoekende die onder de werkloosheidscontrole valt een attest verstrekken waarin datum en uur van diens bezoek aan het arbeidsbemiddelingsbureau worden vermeld;
- 25° zich ertoe verbinden in een geschikte personeelsopleiding te voorzien en regelmatig te controleren of dat personeel de bepalingen van deze regelgeving naleeft, meer bepaald inzake de naleving van de regels over de niet-discriminatie, het beroepsgeheim en de veiligheid van de bemiddelde werknemers;
- 26° onder diens bestuurders, zaakvoerders, lasthebbers of andere personen die bevoegd zijn om het arbeidsbemiddelingsbureau te vertegenwoordigen geen personen tellen :
- aan wie het verbod is opgelegd om dergelijke functies uit te oefenen krachtens de wetgeving waarbij het bepaalde veroordeelden en gefailleerden verboden is bepaalde ambten, beroepen of werkzaamheden uit te oefenen en waarbij de rechtbanken van koophandel de bevoegdheid wordt toegewezen om een dergelijk verbod uit te spreken;
 - die aansprakelijk worden gesteld voor de verbintenissen of schulden van een gefailleerde vennootschap, bij toepassing van de artikelen 229, 5°, 265, 315, 456, 4°, en 530 van het Wetboek der vennootschappen;
 - aan wie de burgerrechten en de politieke rechten zijn ontnomen;
 - die de verplichtingen bepaald in het kader van dit decreet niet nagekomen zijn;
 - die hun fiscale en sociale verplichtingen niet nagekomen zijn.

Afdeling 2. — Specifieke voorwaarden

Art. 13. Het arbeidsbemiddelingsbureau dat diensten verstrekt inzake werving en selectie, is er daarenboven toe verplicht om de volgende voorwaarden na te leven :

- 1° zich niet in de plaats van de werkgever te stellen wat de beslissing betreft om in dienst te nemen of te ontslaan, evenals wat de daarop betrekking hebbende onderhandelingen betreft;
- 2° in de werkaanbieding op de door de Regering bepaalde vermeldingen te wijzen;
- 3° de regels inzake beroepsdeontologie en de bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer na te leven.

Art. 14. Het arbeidsbemiddelingsbureau dat diensten verstrekt inzake het zoeken naar werk, is er daarenboven toe verplicht om zich niet in de plaats van de werkgever te stellen wat de beslissing betreft om in dienst te nemen of te ontslaan, evenals wat de daarop betrekking hebbende onderhandelingen betreft.

Art. 15. Het arbeidsbemiddelingsbureau dat diensten verstrekt inzake uitzendarbeid, is er daarenboven toe verplicht om de voorwaarden bedoeld bij artikel 6 of 7 na te leven en de regelgeving inzake uitzendarbeid niet te overtreden.

Art. 16. Het arbeidsbemiddelingsbureau dat diensten verstrekt inzake outplacement, is er daarenboven toe verplicht om de outplacementopdracht enkel aan te vatten als de betrokken werknemer vooraf schriftelijk zijn instemming heeft verleend aan de hand van een document waarin de verplichte, door de Regering bepaalde vermeldingen opgenomen zijn.

Art. 17. Het arbeidsbemiddelingsbureau dat diensten verstrekt inzake inschakeling, is er daarenboven toe verplicht om de volgende voorwaarden na te leven :

- 1° de bepalingen van de regelgeving inzake de geïntegreerde inschakelingsregeling na te leven;
- 2° zich tot een door de Regering bepaald doelpubliek te richten;
- 3° de door de Regering bepaalde begeleidingsvoorwaarden na te leven.

HOOFDSTUK IV. — *Schorsing of intrekking van de erkenning*

Art. 18. § 1. De Regering kan de erkenning van het arbeidsbemiddelingsbureau dat de bij of krachtens dit decreet vastgestelde bepalingen niet naleeft, schorsen of intrekken.

De Regering bepaalt de procedure voor de intrekking of de schorsing van de erkenning.

§ 2. Zodra kennis is gegeven van de intrekking van de erkenning, is het arbeidsbemiddelingsbureau niet meer gemachtigd om de betrokken dienst te verstrekken.

In dat geval dient het arbeidsbemiddelingsbureau het arbeidscontract van de uitzendkrachten te beëindigen volgens de beginselen van het gemeen recht.

§ 3. De Commissie maakt de feiten over waarvan zij kennis neemt en die onder de overtredingen van of de tekortkomingen aan de bepalingen van dit decreet ressorteren, aan de Regering over, die het bestuur bedoeld in artikel 24 de opdracht geeft om daartoe een onderzoek in te stellen.

Art. 19. Indien één van de verstrekte diensten inzake arbeidsbemiddeling bedoeld in dit decreet tijdelijk of definitief wordt stopgezet, verwittigt het arbeidsbemiddelingsbureau de Regering op de door laatstgenoemde bepaalde wijze.

De erkenning wordt geschorst of ingetrokken voor de dienstverlening waarvan sprake.

HOOFDSTUK V. — *Transparantie van de gewestelijke arbeidsmarkt*

Art. 20. § 1. Het arbeidsbemiddelingsbureau is ertoe verplicht, op de door de Regering bepaalde wijze de Dienst de inlichtingen te verstrekken die dienstig zijn voor de vervulling van de opdracht bestaande in het actieve beheer en de verspreiding van kennis en informatie over de arbeidsmarkt.

§ 2. Als dienstig worden de beschouwd de anoniem gemaakte inlichtingen die onder één der volgende deelgebieden vallen :

- 1° vraag en aanbod inzake arbeidsplaatsen;
- 2° contracten met betrekking tot de dienstverlening inzake arbeidsbemiddeling;
- 3° de werknemers die voor de dienstverlening inzake arbeidsbemiddeling in aanmerking komen;
- 4° de werkgevers die voor de dienstverlening inzake arbeidsbemiddeling in aanmerking komen;
- 5° de toegewezen arbeidsplaatsen.

De Regering kan de inlichtingen bedoeld in het eerste lid uitbreiden of beperken. In dat geval dient zijn met redenen omklede beslissing uitsluitend ofwel de omvang van de werkloosheid, ofwel de beginselen en doelstellingen van de duurzame ontwikkeling of van de jobcreatie in rekening te brengen.

Art. 21. Daarnaast wordt de inhoud van de inlichtingen die de arbeidsbemiddelingsbureaus en de Dienst wensen uit te wisselen en de wijze waarop zij worden medegedeeld door het bij artikel 22 ingestelde overlegplatform bepaald.

Art. 22. § 1. De Regering stelt binnen de door hem aangewezen diensten een comité in dat hierna « overlegplatform » wordt genoemd.

§ 2. Het overlegplatform heeft als doel de structurering van het overleg tussen de Dienst en de arbeidsbemiddelingsbureaus in de volgende deelgebieden :

- 1° de uitwisseling van inlichtingen zoals bedoeld in artikel 21;
- 2° de samenwerking in deelgebieden die voor beide partijen van belang zijn.

§ 3. Het overlegplatform bestaat uit gewone en plaatsvervangende leden die als volgt verdeeld zijn :

- 1° één vertegenwoordiger van de Regering die het voorzitterschap waarneemt;
- 2° vier vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;
- 3° vier vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties;
- 4° twee vertegenwoordigers van de Dienst;
- 5° één vertegenwoordiger van het bestuur;

6° één vertegenwoordiger van het « Observatoire wallon de l'Emploi » (Waal Waarnemingscentrum voor de Werkgelegenheid).

§ 4. De leden bedoeld onder de nummers 2° en 3° van paragraaf 3 worden door de Raad voorgedragen.

De leden worden door de Regering aangewezen voor een hernieuwbare periode van vier jaar.

Het lid dat ophoudt zijn mandaat uit te oefenen vóór de datum waarop het verstrijkt, wordt door zijn plaatsvervanger vervangen, die het mandaat voltooit.

§ 5. De beslissingen met betrekking tot de opdrachten vermeld in paragraaf 2, 1°, komen tot stand bij consensus tussen alle leden bedoeld onder de nummers 2° tot en met 4° van paragraaf 3. Indien er geen consensus bereikt wordt, beslist de Regering.

De andere modaliteiten voor de werking van het overlegplatform worden in een door de Regering goedgekeurd huishoudelijk reglement bepaald.

HOOFDSTUK VI. — *Adviescommissie voor de erkenning in arbeidsbemiddelingszaken*

Art. 23. § 1. Er wordt binnen de raad een adviescommissie voor de erkenning in arbeidsbemiddelingszaken opgericht.

§ 2. Diens opdrachten zijn :

1° het uitbrengen, na overlegging van de verzoeken door het bestuur, van met redenen omklede adviezen inzake de verlening van de erkenning;

2° het uitbrengen van met redenen omklede adviezen, op eigen initiatief of op verzoek, betreffende de schorsing of de intrekking van de erkenning;

3° het overmaken aan het bestuur belast met de controle en het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit decreet, van de feiten waarvan zij kennis neemt en die onder de overtredingen van of de tekortkomingen aan de bepalingen van dit decreet ressorteren;

4° het overmaken, op verzoek van de Regering of van het bestuur, van elk advies over de uitvoering van dit decreet en over alle vraagstukken in verband met arbeidsbemiddeling.

§ 3. De Commissie bestaat uit gewone en plaatsvervangende leden die als volgt verdeeld zijn :

1° één voorzitter;

2° een gelijk aantal vertegenwoordigers van de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties;

3° één vertegenwoordiger van het bestuur.

§ 4. De voorzitter, die onafhankelijk moet zijn tegenover de representatieve werknemers- en werkgeversorganisaties, evenals de vertegenwoordiger van het bestuur, worden door de Regering aangewezen.

De gewone en plaatsvervangende leden bedoeld in paragraaf 3, 2°, worden door de Regering benoemd op voordracht van de Raad uit dubbele kandidatenlijsten.

Het mandaat van commissielid is onverenigbaar met de hoedanigheid van bestuurder, zaakvoerder, lasthebber of beambte van een arbeidsbemiddelingsbureau.

De leden worden aangewezen voor een hernieuwbare periode van vier jaar.

Het lid dat ophoudt zijn mandaat uit te oefenen vóór de datum waarop het verstrijkt, wordt door zijn plaatsvervanger vervangen, die het mandaat voltooit.

§ 5. De leden bedoeld in paragraaf 3, 1° en 2°, hebben raadgevende stem.

§ 6. De Commissie stelt zijn huishoudelijk reglement vast, dat door de Regering wordt goedgekeurd.

HOOFDSTUK VII. — *Controle en straffen*

Art. 24. De controle en het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit decreet en van diens uitvoeringsbesluiten worden door de door de Regering aangewezen diensten uitgeoefend, overeenkomstig de bepalingen van het decreet van 5 februari 1998 betreffende het toezicht en de controle op de wetgeving inzake het werkgelegenheidsbeleid.

Art. 25. Onverminderd de artikelen 269 tot en met 274 van het Strafwetboek worden bestraft met een gevangenisstraf van acht dagen tot één jaar en een geldboete van 100 euro tot 5.000 euro of met één enkele van die straffen :

1° de persoon die een arbeidsbemiddelingsbureau zonder regelmatige erkenning uitbaat;

2° elke persoon die, ongeacht of hij al dan niet houder is van een erkenning, een arbeidsbemiddelingsbureau uitbaat en andere commissies, bijdragen, toelatings- of inschrijvingsrechten int dan die bepaald bij of krachtens dit decreet;

3° elke persoon die, ongeacht of hij al dan niet houder is van een erkenning, een arbeidsbemiddelingsbureau uitbaat en de bij of krachtens dit decreet bepaalde controles verhindert of belemmert;

4° elke persoon die, ongeacht of hij al dan niet houder is van een erkenning, diensten inzake arbeidsbemiddeling verstrekt zonder de regels bepaald bij dit decreet na te leven, in eigen naam of in opdracht van een opdrachtgever of een lastgever.

Art. 26. In geval van herhaling wordt de straf bedoeld in artikel 25 op het dubbele van het maximum gebracht.

Art. 27. De bestuurder voor een rechtspersoon of de verantwoordelijke van het arbeidsbemiddelingsbureau voor een natuurlijke persoon, ongeacht of hij al dan niet houder is van een erkenning, zijn burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de strafrechtelijke geldboetes waartoe hun beampten of lasthebbers veroordeeld worden.

Art. 28. Alle bepalingen van boek I van het Strafwetboek, met uitzondering van hoofdstuk V, zijn van toepassing op de overtredingen vastgesteld krachtens dit decreet.

In geval van herhaling is artikel 85 van het Strafwetboek evenwel niet van toepassing.

Art. 29. De wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboetes die van toepassing zijn op overtredingen op bepaalde sociale wetten is van toepassing op elke persoon die in het Franse taalgebied de activiteiten bedoeld in artikel 1, 1°, verstrekt of erom verzoekt, zonder over een regelmatige erkenning te beschikken, evenals op de werkgever die met kennis van zaken een beroep doet op een bureau dat geen regelmatige erkenning heeft gekregen.

De wet is eveneens van toepassing op de personen die de overtreding vastgesteld bij artikel 25, 3°, begaan.

Het bedrag van de administratieve geldboete stemt overeen met het bedrag bedoeld in artikel 1 van de wet van 30 juni 1971 voorvermeld en wordt overeenkomstig artikel 11 van bedoelde wet vermenigvuldigd.

HOOFDSTUK VIII. — *Slotbepalingen*

Art. 30. § 1. In artikel 1 van het decreet van de Waalse Gewestraad van 5 februari 1998 betreffende het toezicht en de controle op de wetgeving inzake het werkgelegenheidsbeleid, vervangen door artikel 34 van het decreet van de Waalse Gewestraad van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen met het oog op de begunstiging van de indienstneming van niet-tewerkgestelde werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschaps-overheden, door bepaalde werkgevers van de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector worden volgende wijzigingen aangebracht :

het nummer 2° wordt vervangen door « het decreet van ... betreffende de erkenning van de arbeidsbemiddelingsbureaus »;

het nummer 3° wordt opgeheven.

§ 2. In artikel 2 van hetzelfde decreet wordt het nummer 4° vervangen door het volgende :

« 4° « werkgevers » : de personen die de personen tewerkstellen bedoeld onder het nummer 2° of die gelijkgesteld worden met de werkgevers in de gevallen en onder de voorwaarden bepaald bij de wetgeving en meer bepaald zij die diensten inzake uitzendarbeid verstrekken. ».

Art. 31. Artikel 16 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 32. Het decreet van de Waalse Gewestraad van 27 juni 1991 betreffende de erkenning van uitzendbureaus en diens uitvoeringsbepalingen worden wat het grondgebied van het Franse taalgebied betreft, opgeheven.

Art. 33. Artikel 7, §§ 6 tot en met 9, van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders en diens uitvoeringsbepalingen worden wat het grondgebied van het Franse taalgebied betreft, opgeheven.

Art. 34. De uitzendbureaus erkend krachtens het decreet van de Waalse Gewestraad van 27 juni 1991 voorvermeld, kunnen hun bedrijvigheid blijven uitoefenen op het grondgebied van het Franse taalgebied na inwerkingtreding van dit decreet totdat er een beslissing is getroffen over hun erkenningsaanvraag, op voorwaarde dat die aanvraag ingediend wordt binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de inwerkingtreding van dit decreet.

De uitzendbureaus erkend krachtens het decreet van de Waalse Gewestraad van 27 juni 1991 voorvermeld, kunnen voor onbepaalde duur evenwel in aanmerking blijven komen voor een erkenning van onbepaalde duur in het kader van dit decreet.

Art. 35. De arbeidsbemiddelingsbureaus erkend krachtens artikel 7, §§ 6 tot en met 8, van de besluitwet van 28 december 1944 voorvermeld, kunnen hun bedrijvigheid blijven uitoefenen op het grondgebied van het Franse taalgebied na inwerkingtreding van dit decreet tot er een beslissing is getroffen over hun erkenningsaanvraag, op voorwaarde dat die aanvraag ingediend wordt binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 36. De borgsommen die bij de Nationale Bank van België, bij de Deposito- en Consignatiekas of bij de Algemene Spaar- en Lijrentekas bedoeld in artikel 8, 6°, van het koninklijk besluit van 28 november 1975 betreffende de exploitatie van bureaus voor arbeidsbemiddeling tegen betaling, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 januari 1977, worden volgestort binnen de drie maanden na inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 37. Dit decreet treedt in werking op de door de Regering vastgestelde datum ten vroegste op de datum van inwerkingtreding van het decreet tot goedkeuring van de overeenkomst nr. 181 van de Internationale Arbeidsorganisatie betreffende de private werkgelegenheidsagenschappen.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 13 maart 2003.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

—
Nota

Zitting 2002-2003.

Stukken van de Raad 443 (2002-2003) nrs. 1 tot en met 6.

Volledig verslag, openbare vergadering van 26 februari 2003.

Bespreking. — Stemming.